l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50 F | Adresse : B.P. 365 75064 Paris Cedex 02 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES DE FRANCE | Numéro spécial d'ESSAI jeudi 20 février 1975

LA CAMPAGNE DU P'C'F DANS L'ARMEE

Une activité de trahison nationale

Cent appelés manifestent à Nancy. Ils distribuent des tracts qui portent l'empreinte du P«C»F. Comme par hasard le secrétaire des J«C» se trouve sur place pour tenir une conférence de presse : vraiment voilà une belle coïncidence entre une manifestation *«spontanée»* et une déclaration soigneusement préparée.

En réalité bien entendu tout a été organisé pour faire le maximum de publicité aux *«solutions»* soi-disant démocratiques, au *«malaise»* de l'armée et permettre au P«C»F de développer son offensive au service d'une superpuissance impérialiste.

Car quel est le véritable fond des objectifs de la clique Marchais—Leroy ?

Grattons un peu le vernis des revendications populaires, celles qui concernent les conditions matérielles de la vie militaire dont tout bon démagogue doit s'emparer. Que trouvons-nous ? : le service militaire à six mois et les droits *«civiques»*. Or le service militaire à six mois n'est rien d'autre qu'une forme camouflée de suppression de la conscription, qui conduit de plus nécessairement tout droit à l'armée de métier. Pour quiconque connait le métier des armes, l'instruction militaire en six mois est une farce : sinon que ces messieurs de la direction du P«C»F nous expliquent pourquoi la durée du service militaire en URSS est de trois ans. Quant aux droits *«civiques»* dont jouit tout citoyen, chacun sait que dans notre pays de démocratie bourgeoise, ces droits ne sont rien d'autre que la possibilité pour les partis bourgeois (dont le P«C»F) de tromper le peuple. Ces droits *«civiques»* ne sont pas pour le prolétariat révolutionnaire. La preuve : le parti communiste marxiste-léniniste de France est un parti interdit.

Quant à nous, nous ne sommes pas des démagogues : nous disons, oui les soldats, les appelés et *aussi* les engagés ont raison de revendiquer de meilleures conditions de vie dans l'armée, mais en même temps nous disons clairement : le plus important ce sont les objectifs politiques et la préparation idéologique de l'armée.

En effet, à l'heure actuelle une guerre en Europe est imminente : c'est le produit de la rivalité entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe pour la domination mondiale. Le social-impérialisme russe qui est en position offensive, dispose de forces conventionnelles près de trois fois supérieures à celles des pays de l'Ouest, sa flotte de guerre est d'ores et déjà en mesure de prendre l'Europe en tenailles, et l'ensemble de la capacité combative de ses troupes ne cesse d'être améliorée.

En face de cela, nous sommes convaincus que seule une armée révolutionnaire et populaire dirigée par le prolétariat est en mesure de mobiliser largement les masses. Cependant la situation concrète, dont les révisionnistes portent la responsabilité historique, c'est que le prolétariat n'a pas le pouvoir dans notre pays. Alors faut-il pour autant supprimer l'armée ? se livrer pieds et poings liés aux agresseurs qui affutent leurs couteaux ? Devons-nous subir le sort de la Tchécoslovaquie ?

Non ! et plus tôt nous serons préparés à la résistance nationale, mieux cela vaudra.

C'est pourquoi les revendications matérielles dans l'armée doivent impérativement être associées à l'exigence d'une sérieuse préparation militaire et à une éducation sur les préparatifs agressifs des deux superpuissances, en particulier du social-impérialisme russe.

Quant aux libertés démocratiques à l'armée, elles ne sauraient être la liberté pour les agents d'une superpuissance. Lorsque en 1938-1939 les fascistes prônaient le pacifisme face aux préparatifs hitlériens, était-ce «démocratique» de les laisser organiser leur sale travail ?

Est-ce démocratique aujourd'hui de laisser la cinquième colonne complice des nouveaux tsars de Russie s'appliquer à leur sale travail ?

Henri Jour

Oser appeler les masses à souscrire !

«L'Humanité» reçoit ce mois-ci 120 millions d'anciens francs du gouvernement.

«L'Humanité» reçoit d'importantes sommes des banques et sociétés capitalistes sous la forme déguisée de la publicité.

«L'Humanité» reçoit des millions de roubles de l'Union Soviétique sous de multiples formes !

Voilà pourquoi *«l'Humanité-rouge»* qui ne reçoit aucune de ces subventions *«exceptionnelles»* a par contre un urgent besoin des sommes souscrites par ses lecteurs, ses amis, ses militants, par la classe ouvrière et les masses populaires.

Il lui faut encore huit millions d'anciens francs d'ici le 1er mars !

Il faut OSER appeler les masses à souscrire pour un quotidien ouvrier libre !

EN AVANT pour les 20 millions le 1er mars !

Après la conférence d'Alger

LE COMBAT DU TIERS MONDE

La conférence d'Alger réunissant «le groupe des 77», pour préparer la conférence de l'O.N.U. sur le développement industriel de Lima, a fait peu de bruit dans la presse. Une fois de plus, la portée du Tiers Monde est volontairement sous-estimée ou bien cachée par ceux qui acceptent mal que le Tiers Monde soit *la force montante, la force motrice de l'histoire des années 70.*

Les faits sont les faits, et la vérité doit être dite car elle nous concerne pleinement. Quelles sont les idées forces issues de la conférence d'Alger :

— les pays du Tiers Monde doivent s'industrialiser «en profondeur», et comptant principalement sur leurs forces et leurs potentialités, créer tous les secteurs de l'industrie, notamment ceux qui servent à l'agriculture , finies les industries — montage ou conditionnement — qui sont des alibis de l'industrialisation du Tiers Monde ; la dépendance technologique par rapport aux pays riches doit être combattue.

— il faut *«remettre en cause le système juridique hérité de la colonisation»*, donner à *«l'ONUDI tous les moyens humains financiers et institutionnels»* (discours du président Boumédienne) ; un nouvel ordre économique international doit être mis en place.

— les pays du Tiers Monde doivent renforcer leur coopération et leur solidarité, contraindre les pays industrialisés à traiter sur un pied d'égalité avec eux.

Lutte, coopération, solidarité voilà les mots-clés, et ce ne sont pas des mots en l'air. Deux faits économiques récents le prouvent. Premier fait : le gouvernement iranien vient d'indexer sa monnaie le rial, non plus sur le dollar en baisse, mais sur les D.T.S. - droits de tirage spéciaux garantis internationalement ; c'est un nouveau coup dur pour le dollar et pour les américains ; une augmentation déguisée du prix du pétrole ; pourtant Giscard n'a pas rechigné contre cette mesure car elle porte directement atteinte à la superpuissance US.

Autre fait : plusieurs pays arabes viennent de choisir la filière française d'enrichissement de l'uranium : nouveau coup porté à la technologie américaine. Dans les deux cas la remise en cause — dans les faits — de la domination américaine est évidente ; s'agit-il pour autant de changer de «dominateur», de préférer l'Europe ou la France ? Nullement car le monde a changé : *«les pays industrialisés qui éprouvent des difficultés font appel pour les résoudre aux pays en voie de développement»* a souligné le président Boumédienne à Alger.

Dans l'alliance entre Tiers Monde et pays industrialisés du Second Monde — contre les deux superpuissances, c'est le *Tiers Monde* qui joue le rôle principal, moteur, dirigeant ; l'Europe en crise est contrainte d'en passer par là. Voilà aussi qui en dit long sur l'ampleur des bouleversements en cours. Des reculs, des reflux sont possibles mais la tendance principale de la révolution mondiale est tracée, où le Tiers Monde joue le rôle principal et moteur.

Camille Granot

(Information page 2)

EUROPE

deux propositions positives

— Giscard et le Shah d'Iran viennent de confronter leurs points de vue — concordants sur la tenue de la réunion préparatoire à la Conférence internationale de l'énergie ; elle rassemblera les pays riches, les pays pétroliers et aussi des représentants du Tiers Monde ; cette réunion préparatoire est un échec pour le «diktat» de Kissinger qui tente d'imposer le point de vue des riches consommateurs aux pays producteurs et au Tiers Monde.

— Les propositions du Marché Commun concernant des accords internationaux pour le blé, le maïs, le riz et le sucre ont été bien accueillies par les pays en voie de développement (à la réunion de la C.N.U.C.E.D.*). Par contre les Etats-Unis y sont opposés : de tels accords mettraient en cause leur position hégémonique pour les cours mondiaux de ces produits.

Deux faits qui illustrent clairement la nécessité impérative pour les pays riches du Second-Monde de traiter sur un pied d'égalité avec le Tiers Monde. A chaque fois, c'est un nouveau coup porté aux deux superpuissances.

* C.N.U.C.E.D. : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et l'Industrie.

IRLANDE DU NORD

Que penser de la solution pacifique britannique?

«La lutte armée est l'unique voie qui mènera à la victoire du peuple nord irlandais, souligne le journal albanais «Bashkimi», dans un article dénonçant le tapage démagogique du gouvernement anglais sur la dite solution «pacifique» qui ne porte nullement atteinte à ses intérets néo-colonialistes en Irlande du Nord et n'envisage pas le retrait des forces britanniques d'occupation de ce pays. Il cherche également à conclure un armistice avec les forces patriotiques sans risquer sa présence militaire. Cette manœuvre du gouvernement anglais, tout comme les précédentes «solutions» politiques offertes par lui, ne sont qu'une nouvelle forme qui vise à maintenir la domination anglaise en Irlande du Nord».

Agence Télégraphique Albanaise

NOUVELLES DU CAMBODGE

— Ca va de plus en plus mal pour la clique Lon Nol ; aussi le Pentagone a-t-il décidé d'accélérer l'apport en munitions par pont aérien à Phnom Penh ; deux nouvelles compagnies d'aviation civile U.S. ont commencé leur sale travail ; la route du Mékong est toujours coupée sur les Lonnoliens ; l'ambassade U.S. organise le départ des civils américains et des membres des missions diplomatiques !

— Le Prince Sihanouk chef de l'état du Cambodge et président du F.U.N.K. s'est rendu à Hanoï pour participer aux fêtes du Têt.

— A Phnom Penh, le personnel des compagnies aériennes de l'aéroport de Pochetong s'est mis en grève ; une centaine de manifestants a pris d'assaut un dépôt de riz «secret» du «premier ministre» traitre Long Boret.

— Depuis le début de l'offensive — 1er janvier 1975 — 60 000 habitants des zones encore contrôlées par les traitres ont rejoint la zone libérée.

COREE DU SUD

la farce du referendum

La clique Pak Jung hi qui s'obstine à refuser la réunification de la Corée vient d'organiser le 12 février un «référendum» sous prétexte de «rénover» le régime de Corée du Sud. C'est une farce que souligne le Front Démocratique coréen pour la réunification de la patrie dans une déclaration:

«Le fasciste «régime rénové» déguisé de quelque manière que ce soit par la clique Pak Jung hi, n'échangera pas sa vicieuse nature anti-nationale et anti-populaire et le peuple sud coréen ne le laissera pas continuer à exister. Le peuple dans la partie nord de la république, soutiendra et encouragera toujours activement la lutte du peuple sud-coréen contre le fascisme et pour la démocratie et pour la réunification indépendante et pacifique du pays».

CONFERENCE D'ALGER

Le president Boumedienne a la conférence.

Les pays en voie de développement doivent pouvoir mettre en œuvre une politique d'industrialisation en s'appuyant sur la mise en valeur de l'ensemble de leurs potentialités.

Il convient d'écarter la tendance qui pourrait aboutir en fin de compte, a considérer qu'il y a des industries pour pays sous-développés et des industries qui resteraient l'apanage des pays riches, qui se trouveraient de la sorte érigés en une forme d'aristocratie dominante dans le monde de l'industrie...

... Il demeure évident que l'existence d'une coopération internationale efficiente et puissamment dotée des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission, constitue l'une des voies qui sont de nature à permettre aux pays en voie de développement de résister avec efficacité à l'emprise des monopoles et à la pression des intérêts hégémoniques.

Qu'est-ce que le groupe des 77?

Le groupe des «77» réunit les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine aux Nations Unies : ce groupe s'est crée en 1964 au cours de la première conférence des Nations Unies pour le commerce et l'industrie (C.N.U.C.E.D.) à Genève. Les «77» sont aujourd'hui 104, presque tous pays «non-alignés».

C'est en 1967 que les «77» ont adopté la «Charte d'Alger» ou se révèle la volonté de rompre avec l'ordre économique impérialiste.

La réunion des «77» d'aujourd'hui à Alger de nouveau vise à ce que les pays du Tiers Monde adopte une position commune à la conférence de l'O.N.U. pour le développement industriel — (O.N.U.D.I.) — qui se déroulera en mars prochain.

SOLIDARITE

— Cinq pays d'Amérique Centrale (Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) ont décidé de renforcer leur coopération économique mutuelle.

— L'Iran et le Pakistan renforcent leur coopération en construisant en commun des usines textiles, d'engrais, des cimenteries, et des travaux d'irrigation ; l'Iran a déjà fourni un prêt de 580 millions de dollars U.S. au Pakistan, dont 250 millions ont déjà été utilisés.

— Le 22 février prochain sera signée au Caire la constitution d'une société mixte Guinée-Arabe d'alumine qui exploitera les 9 millions de tonnes de bauxite du gisement de Aykoye (Guinée) et en traitera 4 millions sur place. D'autres projets en commun sont étudiés ou en cours : cimenteries, barrages, voies ferrées.

MARTINIQUE

Chalvet: Il y a un an...

Le 19 février 1974, les ouvriers agricoles de Martinique ont contraint les békés (propriétaires fonciers) à signer une augmentation de salaire à l'issue d'une grève longue de plusieurs semaines.

Cela, ils l'ont payé de leur sang ; rappelons-nous au plateau de Chalver, le 14 février, Renord Ilmany tombait sous les balles de forces colonialistes françaises et cinq autres ouvriers étaient grièvement blessés ; le 16 février le corps du jeune Georges Marie-Louise était retrouvé affreusement mutilé.

La mort de ces héros martiniquais n'aura pas été inutile ; la détermination à lutter des ouvriers agricoles s'est renforcée ; comme s'est élargie la conscience de la trahison des dirigeants révisionnistes de la C.G.T.M. pendant la grève.

Les ouvriers agricoles combatifs et patriotes ont organisé un nouveau syndicat l'U.T.A.M. pour

reprendre le flambeau de la lutte.

L'U.T.A.M. a appelé à une grève de commémoration le 14 février et a invité «tous les ouvriers agricoles, tous les démocrates et patriotes martiniquais» à venir le 15 février 1974 participer à une manifestation commémorative au Lorrain.

MEETING ANTI-IMPERIALISTE le Mardi 25 Février à 20 h. à la Mutualité — Salle B. — Organisé par le :

C.I.L.A. (Centre d'information sur les luttes anti-impérialistes) et le

M.N.S.P.I. (Mouvement national de soutien aux peuples d'Indochine).

POUR L'AMÉLIORATION DE LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE

ET CONTRE LE PILLAGE DES MERS.

JUSTE COMBAT DES MARINS PECHEURS

Les artisans marins-pêcheurs de Bretagne et du Nord ont engagé la lutte pour la défense de leur profession: Leur situation n'a cessé d'empirer, en effet, depuis plusieurs mois.

Les frais d'exploitation des bateaux ont sensiblement augmenté. Au cours des cinq derniers mois, il y a eu une très longue période d'intempéries et les chalutiers sont restés immobilisés dans les ports. Notons à ce sujet que la pêche artisanale ne reçoit aucune subvention de l'Etat en période de chômage.

Enfin des importations massives résultant de l'anarchie de l'économie capitaliste leur font une redoutable concurrence.

Au débarquement, les prix de la pêche sont dérisoires par rapport à ceux payés, en définitive, par les consommateurs. C'est là un phénomène comparable à celui qui intervient sur les produits agricoles.

Au kilo, le cabillaud vaut 2,50 F, les lieus noirs 2 F, les limandes 1,50 F, les merlans entre 1 et 2 F, les merlans à filer 2,50 F, les plies 1,50 F.

Travailleurs, comparez ces p[illegible] avec ceux que vous payez !

Les marins pêcheurs sont [illegible] times du système capitaliste.

Lundi matin, leurs délégués du Nord, au nombre de 500 environ, ont occupé le ministère de la marine marchande à Paris en vue d'attirer l'attention de l'opinion publique et des autorités sur leurs problèmes professionnels et sur les conditions d'existence désastreuses qui en découlent.

Mais le gouvernement les a faits expulser non sans violences : grenades lacrymogènes, matraquages sans sommation (5 blessés avec fractures) à l'intérieur, comme à l'extérieur du ministère.

Les intérêts des marins-pêcheurs doivent être associés à ceux des ouvriers-marins, parce que leur commun ennemi de classe, ce sont les gros patrons de la pêche industrielle.

Ces derniers s'élèvent contre les objectifs de la Conférence sur les droits de la mer et contre la revendication de l'extension des eaux territoriales à 200 milles marins, adoptant la même attitude que le faux parti communiste français.

D'ailleurs il y a quinze jours, les marins-pêcheurs bretons ont élevé des protestations contre les actes de piraterie des *«bateaux-usines» soviétiques* qui sont grossièrement entrés dans les zônes de pêche, justement à moins de 200 milles marins de la côte.

Les travailleurs de la pêche savent qu'ils ont en l'occurence les mêmes intérêts que le Tiers Monde et non ceux des gros rapaces des mers, qu'ils soient français ou soviétiques.

La lutte des marins-pêcheurs s'inscrit donc à la fois contre la politique réactionnaire de la bourgeoisie capitaliste et contre l'hégémonisme des superpuissances, du social-impérialisme russe en particulier.

Soutenons le juste combat des marins-pêcheurs de Bretagne et du Nord !

Correspondant H.R.

Les troskistes au service du social-imperialisme russe

Vendredi dernier, le C.D.A. organisait un meeting sur le soutien à la lutte des soldats. Les communistes marxistes-léninistes avaient décidé de profiter de cette réunion pour avancer leur position. Très vite ceux-ci, par la lecture d'une intervention au nom de l'Humanité rouge, lancerent le débat sur le véritable problème.

Oui aux droits démocratiques de l'appelé, mais ce soutien doit s'accompagner du renforcement d'une politique en faveur de l'indépendance nationale pour trois raisons principales :

— Pour renforcer tout ce qui va contre les deux superpuissancances, l'impérialisme U.S et le social-impérialisme russe, danger principal en Europe.

— Le besoin d'une instruction militaire pour notre peuple en vue de la révolution prolétarienne et contre les illusions sur le passage pacifique ,

— L'opposition à l'armée de métier et [illegible] maintien de la conscription.

Malheureusement les trotskistes, en fidèles valets des révisionnistes, détournèrent à chaque fois le débat dans l'espoir de ne pas se démasquer. Toutefois, [illegible] personnes présentes ont pu apprécier l'intervention faite au nom de la ligue de Krivine, qualifiant la Russie «d'état ouvrier n'ayant aucune visée hégémonique et n'étant donc pas impérialiste» *! Ce ne doit pourtant pas être l'avis du peuple tchécoslovaque...*

Les auditeurs présents se sont donc rendus compte du véritable rôle joué par les trotskistes.

Non à la politique d'affaiblissement de la défense nationale des révisionnistes et autres trotskistes.

DANS LE METRO

Lutte contre le banditisme ? NON ! Seulement un pretexte

Plus de 100 000 «contrôles» au mois de janvier dans le métro par les bandes policières du Prince Ponia. Ces mesures ne visent qu'à préparer l'opinion aux activités réactionnaires de la police au service du capitalisme. La préfecture prétend que c'est avec le soutien des «voyageurs». Par contre, elle est muette quant au résultat de cette prétendue lutte contre le banditisme.

Et pour cause ! Car le banditisme, répétons-le, n'est qu'un prétexte, notamment pour réprimer les travailleurs révolutionnaires comme l'indiquent nos camarades ci-dessous.

Des camarades nous communiquent.....

Vendredi 14 février, deux militants en train de coller des affiches sont attaqués par un individu en civil armé d'un pistolet qui refusa de montrer sa carte de policier. Il se mit à frapper avec des menottes une militante qui ne put se dégager que grâce à l'aide de camarades et de passants révoltés par la présence et la brutalité de ce flic.

Mais que représentaient ces affiches ? ... Deux photos : un policier du régime collabo de Vichy arrêtant un passant, et des policiers actuels demandant leurs papiers à des passagers assis dans le métro. Le texte disait : «La police dans le métro : préparation de l'opinion publique à la répression politique de masse».

En effet, ce que Marcellin n'avait pu faire, Ponia lui s'en charge. Huit cents policiers dans le métro pour lutter contre la «délinquance». Mais d'où vient la délinquance, sinon du chômage, de la misère, de la pourriture de ce système capitaliste dont nos vaillants policiers sont un des plus fidèles soutiens ! Ponia se moque bien de la sécurité du peuple, mais il se prépare tout au contraire à le réprimer quand il se révolte.

— Ainsi, l'expulsion par la force d'une église de la Porte de Choisy de grévistes de la faim français et immigrés !

— Ainsi, les perquisitions, interrogations, intimidations des paysans travailleurs dans l'Ouest !

— Ainsi tout dernièrement, l'agression des policiers rue de la Goutte d'Or contre des militants CFDT qui distribuaient un tract sur les droits des travailleurs immigrés !

Quant au parti révisionniste, le P«C»F, qui se défend d'être fascisant, il se tait... et pour cause ! C'est la clique dirigeante du P«C»F elle-même qui a réclamé la multiplication des forces de police, c'est elle même qui s'est portée aux avant postes de la prétendue *«lutte contre la criminalité»*. Entre un ministre fascisant et les dirigeants social-fascistes, complicité oblige !

En fait, chacune de ces manœuvres d'intimidation ne fait que renforcer la détermination des travailleurs à s'unir pour abattre ce système, chacune de ces manœuvres montre un peu plus quels sont les vrais ennemis de la classe ouvrière et du peuple.

Au métro Marcadet, le policier a réussi à s'enfuir avec les papiers d'identité des militants et le manteau de la camarade, qu'il lui arracha de force.

Pour la sécurité des travailleurs, c'est la police qu'il faut chasser du métro.

Il faut défendre chaque personne agressée par la police dans le métro !

LA POLICE HORS DU METRO !

Boulevard Barbès,

15 février 1975 — 0 h 10 —

Nouvel acte fascisant de la police.

Alors qu'une dizaine d'immigrés étaient assemblés calmement, quatre motards arrivèrent sur le boulevard. Soudain l'un de ces zélés serviteurs de l'Etat fascisant fonça sur le groupe, sans s'arrêter à la barrière du trottoir, avec une violence que seule explique sa haine raciste.

Seules les armes du peuple nous libèrerons de cette violence fascisante.

Une de ces armes sera notre H.R. quotidienne.

Forgeons-les dès maintenant.

ABONNEMENT

Dans une première étape nous ne publierons l'Humanité rouge que trois fois par semaine, étape de lancement durant laquelle nous maintiendrons la publication d'un bi-mensuel.

(Ecrire en MAJUSCULES s.v.p.)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Tri-hebdo (6 mois) : Pli ouvert	75 F - pli fermé	172 F
Bi-mensuel (6 mois) : Pli ouvert	30 F - pli fermé	59 F
Tri-hebdo et Bi-mensuel (6 mois) : Pli ouvert	100 F - pli fermé	230 F

C.C.P. 30 226 72 - La Source

DLM . MONTPELLIER

Lutte contre les licenciements

D.L.M. c'est une usine sous-traitante (IBM, Bull, Chrysler, etc...) dans une région sous-développée économiquement (peu d'usines, exode rural, chomage plus important qu'ailleurs : 1 800 chômeurs dans l'Hérault). Cette situation a pour conséquence : de bas salaires (le SMIC), de dures conditions de travail (rendement, travail au boni).

D'autre part, il y a une majorité d'O.S. (femmes) dans l'usine.

Il n'y a à D.L.M. aucun passé syndical, de lutte. La CFDT existe depuis toujours bien que peu implantée.

Des délégués CFDT ont appliqué une ligne révisionniste de mai 74 à septembre. Cette ligne porte la responsabilité de ne pas avoir préparé les travailleurs à la lutte contre les licenciements. Elle va se concrétiser au cours de ces quatre mois par :

— *un refus de préparer la lutte* (refus de défendre 2 ouvrieres menacées de licenciements. Refus d'informer les ouvriers en refusant de distribuer un tract CFDT expliquant la situation sur Montpellier dans les usines sous-traitantes) ;

— *refus de réunir les ouvriers en assemblée générale ;*

— *refus de rendre des comptes;*

— *refus de faire respecter les avantages acquis par les travailleurs* (par exemple le droit à des jours de congés payés supplémentaires lorsqu'on prend des congés payés en dehors de la période légale ;

— *refus de faire une collecte par solidarité avec les grévistes des P.T.T.*

Pendant trois jours de grève, les ouvriers vont montrer leur détermination à se battre : très forte majorité des grévistes, très grande unité Trois jours de débats et d'actions où la lutte entre deux lignes va se concrétiser autour de :

— *vote à mains levées contre* vote à bulletins secrets.

— *l'allocation chômage faite pour faire baisser les bras aux travailleurs face aux licenciements ;*

— *faire ou non le boulot du patron : proposition des révisionnistes : choisir qui doit être licencier ;*

— *syndiqués et non-syndiqués doivent diriger la lutte : un comité d'action avec les délégués par chaine est élu ;*

— *contre le boni ;*

— *solidarité avec les autres travailleurs des sous-traitants : un meeting est prévu afin de renforcer l'unité de tous les travailleurs menacés de licenciements* (tous les ouvriers des sous-traitants de la région sont touchés par la vague de licenciements).

Les travailleurs ont de plus prouvé leur combativité en occupant l'Agence pour l'emploi et en faisant une manifestation en ville spontanée et très combative.

Cette combativité est réelle mais la non-préparation de la lutte (sabotage par la ligne révisionniste), fait que dès qu'il faut passer à une forme plus dure de lutte (occupation de locaux, piquets durs) pour aller jusqu'au bout et s'affronter au patron et à sa CFT les ouvrières n'y sont pas prêtes.

La section syndicale d'entreprise n'a pas eu assez confiance dans les masses pour poser la lutte entre deux lignes plus tôt et pour trancher cette lutte de ligne.

Ces trois jours n'ont pas été inutiles. Ils ont renforcé l'unité la direction a du accepter de ne pas laisser dehors les 43 mis en chômage technique et établir un roulement : ainsi nous sommes tous dans la même situation, unis pour continuer à se préparer et à engager l'action contre les licenciements.

Les ouvrières ont enfin fait l'expérience que le syndicat peut être l'arme des travailleurs s'il est utilisé sur une ligne anti-révisionniste.

Il est à noter que l'UL CGT sabote la solidarité autour des ouvrières de D.L.M. en faisant courir de faux bruits, déclarant que les ouvrières étaient mal guidées, en disant que de toute façon il y aurait des licenciements. Les révisionnistes montrent une fois de plus leur vrai visage de saboteurs des luttes des travailleurs.

Par contre les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge ont soutenu les ouvrières dans leur lutte contre les licenciements par des distribution de tracts.

Les luttes contre les licenciements se préparent. Réagir au moment des licenciements c'est trop tard et permet aux révisionnistes de placer leur ligne : on n'arrache rien par la lutte, on n'a qu'à voter programme commun.

Refusons tout licenciement.

Dénoncons le marchandage entre les directions syndicales et la bourgeoisie qu'est la loi sur l'allocation-chômage.

Correspondant H.R.

L'HUMANITE ROUGE BI-MENSUEL - No 254 - SORT EN KIOSQUE AUJOURD'HUI. PRIX : 2,50 F

Ce numéro comporte deux pages entièrement consacrées à la question de l'impérialisme français et au problème de l'unification des marxistes-léninistes.

Quand Séguy manoeuvre

Le bourgeois Séguy, dans une interview à l'Huma blanche du 18 février, déclare, pour se donner des airs anticapitalistes, que la politique du pouvoir est contraire aux intérêts des travailleurs. Certes, ça tout le monde le sait ! Mais que propose ce grand «lutteur» ?

«La CGT poursuit son combat pour que la politique nouvelle, progressiste (!), définie par le programme commun, puisse entrer en application» !

En somme toujours la même rengaine réactionnaire pour endormir les masses, car le *«programme commun»* est bien mort, par contre leur politique de soumission au social-impérialisme russe est bien toujours leur préocupation première. Mais encore ?

Il déclare, qu'*«il s'agit pour nous de faire la démonstration argumentée que la crise n'est ni universelle, ni fatale».*

Ce renégat cherche bien à *masquer la réalité, car elle lui fait peur.* La crise est inhérente au système capitaliste , et si les maitres du Kremlin sont aux prises avec de multiples difficultés économiques, politiques, sociales et culturelles, c'est bien parce que le capitalisme y a été restaurée, et sous sa forme la plus violente et la plus agressive : une dictature de type hitlérien. Et c'est cela que veulent instaurer en France, sous la houlette du social-impérialisme russe, la clique Séguy-Leroy-Marchais.

C'est pourquoi elle veut que la vieille bourgeoisie française lui laisse la place. Mais en attendant les révisionnistes préparent le terrain.

Pour mener leur campagne de mystification, les dirigeants révisionnistes se «préocupent» des revendications des travailleurs, mais dans quel sens ?

A propos des revendications Séguy déclare qu'elles *«sont non seulement compatibles avec l'économie nationale, mais utiles à la relance de celle-ci» !*

Appeler les travailleurs à défendre l'économie capitaliste, voilà bien la préocupation de ces renégats.

Démasquons sans cesse, chaque jour, dans chaque entreprise et partout, les manœuvres anti-ouvrières.

BADIN-INDUSTRIES

communiqué de la section syndicale CFDT

Quelques heures après la fin d'un gala de solidarité qui montrait clairement que la population de Toulouse est prête à soutenir les travailleurs de Badin-Industries, la préfecture donnait l'ordre de faire évacuer l'usine, contre les six travailleurs chargés de la permanence de nuit, deux cars de police ont été envoyés à 6 h 30.

Deux cadres de l'usine étaient prévenus et se trouvaient sur place pour prendre possession des lieux. Grâce à notre sang froid l'évacuation s'est faite sans incident.

Refusant de céder à nos justes revendications, prêt à saboter l'outil de travail et à liquider l'usine pour s'acquitter à bon compte de sa mission, l'administrateur judiciaire de Paris entend donc régler ce conflit par la force.

Sur que par cette grossière intimidation les grévistes reprendraient le travail, la direction va jusqu'à retirer ses maigres propositions.

Mais elle fait un mauvais calcul, nous sommes plus que jamais décidé à lutter jusqu'au bout, pour garder notre emploi et obtenir les nécessaires augmentations de salaires.

Nous les 17 grévistes, nous sommes la grande majorité des travailleurs productifs de l'entreprise.

Si la direction s'entête à vouloir nous liquider nous saurons bien lui rappeler notre présence.

Maroc

Assassinat d'un militant marxiste-léniniste

Le Comité de lutte contre la répression au Maroc annonce, après avoir recueilli une série de témoignages, que Bekkali (militant m.l., originaire d'El Jadida) est mort le 14 novembre 1974 à l'hôpital Avicenne de Rabat à la suite des tortures qu'il avait subies.

MEETINGS H.R.

GRENOBLE — 21 février

RENNES — 21 février

MARSEILLE - la Méditerranée aux méditerranéens - — 21 février

Directrice de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Imp. La Nouvelle n° 2112 — Dépôt légal : 1er trimestre 1975